Circulaire confédérale

Secteur de l'Économie, du Service public et du Développement durable

Numéro 154 -2026

Réf. : FS/RB/AR

Paris, le 20 octobre 2026

DÉPENSE PUBLIQUE : ARRÊTONS LES CLICHÉS !

Chères et chers camarades,

Contrairement à de nombreux discours, le creusement des déficits et de la dette publique ne provient pas d'une hausse incontrôlée des dépenses.

En effet, selon l'INSEE, la part de la dépense publique dans le PIB a même baissé depuis 2013 et les services publics représentent moins d'un quart de la dépense publique ! De même, la part de l'emploi dans les administrations publiques (APU) est en baisse depuis plus de 40 ans.

Selon l'INSEE, la masse salariale dans le total des dépenses publiques est restée stable de 2007 à 2024 alors même que dans le même temps la population et les besoins sociaux de la population n'ont cessé de croître sur cette période.

Pourtant, un récent rapport de la Cour des comptes préconise 17,4 Mds d'économies sur la masse salariale d'ici 2029 !

Comme l'a déjà rappelé FO, la dégradation des finances publiques trouve plutôt son origine dans la baisse tendancielle des recettes, les prélèvements obligatoires (impôts, cotisations) ont baissé de 1,5 pt à 2 points de PIB, ce qui représente un ordre de grandeur de 60 Mds depuis 2017.

FO rappelle à travers ce document le vrai coût des rémunérations de la fonction publique et le décrochage des salaires dus au gel du point d'indice et la dégradation des services publics.

Pour FO, défendre la fonction publique, c'est défendre l'égalité d'accès à des services publics de qualité sur tout le territoire pour tous les citoyens. Les services publics restent le piler de la République.

Amitiés syndicales,

Rachèle BARRION
Secrétaire confédérale

Frédéric SOUILLOT
Secrétaire général

Annexe *–Dépense publique – Arrêtons les clichés !*